

## LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

L'OFFRE DE LA PRÉSIDENTE À UN NON-CANADIEN

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances en sa qualité de vice-premier ministre. Sans doute le ministre se souvient-il que le premier ministre promettait sans cesse aux Canadiens, au cours de la dernière campagne électorale, que si les Libéraux étaient reportés au pouvoir, ils ne manqueraient pas d'accroître le contrôle que le Canada exerce sur sa propre économie.

Dans cette perspective, le vice-premier ministre pourrait-il nous dire pourquoi le gouvernement a offert l'important poste de président du Conseil économique du Canada à un homme qui est à la fois sujet américain et partisan d'une mainmise accrue des États-Unis au Canada?

**M. Baker (Nepean-Carleton):** C'est dû à l'influence d'Evans.

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je ne puis ni confirmer ni démentir que le premier ministre ait offert ce poste à l'homme en question. Le député le sait, le Conseil économique relève directement du premier ministre et je ne sais absolument rien d'une telle offre.

● (1425)

**M. Broadbent:** Madame le Président, je pensais que le ministre des Finances s'entretenait de temps en temps avec le premier ministre, mais il est clair que ce n'est pas le cas.

**Une voix:** Et il ne s'entretient pas davantage avec le ministre de l'Énergie.

**M. Broadbent:** Je pensais que le sort du Conseil économique du Canada l'intéressait. Étant donné que ce monsieur a publié, il y a moins de deux ans, un document traitant d'une sorte d'association économique avec les États-Unis, lequel préconise de modifier la législation de l'Agence d'examen de l'investissement étranger pour que cette dernière ne régisse plus les investissements en capital et les intérêts d'origine américaine et étant donné que le gouvernement s'était censément engagé à développer la participation d'intérêts canadiens dans notre économie, le ministre pense-t-il qu'il est sage de nommer à un poste aussi stratégique un homme ayant de telles vues?

**M. MacEachen:** Madame le Président, toute question de nationalisme mise à part, je trouve étrange que le chef du parti néo-démocrate commence, dans un pays démocratique comme le nôtre, à tester les opinions d'une personne pour voir si elles ne s'opposent pas à sa nomination à une charge publique quelconque. C'est une forme de censure que notre parti n'a jamais toléré.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Madame le Président, non seulement la plupart de nos concitoyens considéreront que cette déclaration est absurde, mais le ministre des Finances sait lui-même pertinemment qu'elle l'est. Étant donné qu'il est de notoriété publique que M. Beige est favorable à une participation accrue

## Questions orales

des intérêts américains dans notre économie et qu'il pense également que notre égalité économique n'est que trop avancée, le ministre des Finances veut-il vraiment nous faire croire qu'un homme ayant des vues aussi ouvertement réactionnaires doit être nommé à un poste clef comme celui-ci?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacEachen:** Madame le Président, je trouve ces questions vraiment très drôles. Le député affirme tout d'abord que le gouvernement a nommé un nouveau président au Conseil économique du Canada, alors que cette nomination n'a pas été confirmée ni même annoncée, et il passe ensuite à la censure les vues de l'intéressé.

**Une voix:** Allons donc.

**M. MacEachen:** Je me réjouis du fait que la population puisse voir comment raisonnent les néo-démocrates.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

## L'ÉNERGIE

ON DEMANDE SI LE CRÉDIT D'IMPÔT À L'ÉNERGIE FAIT PARTIE DES PROPOSITIONS SUR LE PRIX DU PÉTROLE

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources c'est au vice-premier ministre et ministre des Finances que moi aussi j'adresserai ma question qui concerne ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit au sujet de l'augmentation du prix du pétrole notamment celle que subiront les consommateurs canadiens.

L'entente que préconisaient les conservateurs en matière d'énergie prévoyait un crédit d'impôt à l'énergie destiné aux Canadiens à faible et moyen revenus qui aurait permis d'atténuer en partie la hausse du prix du baril de pétrole à la tête du puits. A ce titre, une famille de quatre aurait touché un crédit d'impôt annuel de \$240, et une femme âgée seule, par exemple, aurait touché \$80. S'il est vrai, comme le disait hier le ministre de l'énergie, que le programme énergétique proposé par les libéraux est identique à celui des conservateurs, le ministre des Finances peut-il nous dire s'il prévoit également un allègement fiscal, semblable à celui que nous avons préconisé à l'intention des personnes à faible et moyen revenus?

● (1430)

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je crois que l'honorable représentante serait mal avisée de conclure que la proposition énergétique libérale est identique à celle qu'a présentée le gouvernement précédent.

Selon moi, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré qu'il avait proposé à l'Alberta un arrangement provisoire sur le prix du pétrole pour une période de quelques mois. C'est à cet aspect de l'arrangement que je faisais allusion.